

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

L'agriculture fait face à une nouvelle demande sociétale de plus en plus forte pour des produits sains de haute qualité, issus de pratiques culturales plus respectueuses de l'environnement. Par ailleurs les pays consommateurs prennent des mesures contraignantes et renforcent le cadre juridique et légal sur l'entrée de ces produits sur leurs sols notamment sur les questions de pratiques de production, de traçabilité, de qualité et de sécurité alimentaire. Ces dispositions sont rarement établies en concertation avec toutes les parties prenantes.

D'une manière générale la certification est l'un des processus indiqués pour garantir aux consommateurs la provenance d'un produit et/ou le respect de certaines pratiques. C'est le label qui permet ainsi aux producteurs de valoriser leurs produits en leur conférant une haute qualité sur des marchés de niche et également de masse.

La certification est l'approche traditionnelle pour la gestion de ces chaînes d'approvisionnement complexes et nous continuons d'être un grand partisan de ses atouts: la gouvernance multipartite; la transparence; la Vérification indépendante; Et la traçabilité par une tierce partie.

Dès lors la certification des produits agricoles pourrait être l'un des moyens essentiels de lutte contre la pauvreté et constituer un outil de développement durable qui permettrait de résoudre les problématiques liées à la protection de l'environnement, à l'amélioration des revenus et des conditions sociales des producteurs.

Les pays producteurs en général, regorgent de plusieurs produits ou initiatives locales ayant un fort potentiel de commercialisation par des filières labellisées.

Les plus grosses firmes ont pris l'engagement de s'approvisionner en produits 100% certifiés « durables » à l'horizon 2020, pour le café, le cacao le palmier à huile et les fruits frais.

La production de café durable a atteint environ 19 % de la production mondiale totale, les ventes de café durable représentant environ 9 % du total

Cependant, certaines questions importantes relatives par exemple à la prime, à la mise en œuvre pratique de la démarche (audit, formation, financement, crédibilité, traçabilité, etc...) demeurent encore très sensibles et méritent une considération et une réflexion plus poussée.

En Côte d'Ivoire les différentes normes de certification pour le cacao peinent à garantir la traçabilité des produits labellisés et sont confrontées à de multiples défis depuis quelques années.

L'impact réel sur l'amélioration des conditions de vie des producteurs ne semble pas évident et jette un discrédit sur le processus et une perte de confiance entre les acteurs de toute la chaîne de valeur allant des producteurs aux consommateurs.

La problématique d'accès aux marchés certifiés est apparue également comme une limite du processus. Les multinationales n'ayant pas toujours tenu leurs engagements en ce domaine, cela constitue un frein à l'amélioration des revenus des producteurs qui ont adopté la démarche.

Face à tous ces défis, il convient de créer une plateforme d'échanges et de concertation réunissant les acteurs des chaînes de valeurs concernées aux fins d'ébaucher des pistes de solutions.

Dans ce contexte, la première conférence internationale sur le thème « Agriculture Durable : Enjeux et Perspectives de la Certification » s'est tenue à Yamoussoukro du 16 au 18 septembre 2014 avec la participation de plus de 220 personnes.

La deuxième édition s'est déroulée du 08 au 10 décembre 2015 à Abidjan sous le thème « Certification : outil de compétitivité et de valorisation des produits agricoles » avec la participation de 200 personnes.

A l'issue des deux premières éditions et suite aux différentes recommandations formulées lors des ateliers et des séances en plénière et malgré les nombreuses initiatives et projets en cours, il convient de noter que le processus de certification doit s'améliorer et aller au-delà des normes elles-mêmes. La plupart des normes de durabilité ne sont pas conçues pour générer des changements d'échelle de manière à permettre l'homologation de la production mondiale d'une marchandise ou de tous les produits d'un supermarché. La certification ne s'est pas révélée être le bon véhicule pour l'adoption des critères bien que leur conformité sur le plan scientifique soit cohérente. L'accent est plutôt mis sur la norme, et non sur le modèle d'entreprise.

Pour atteindre ce niveau de changement d'échelle, nous avons besoin d'une nouvelle façon de travailler. L'une qui lie les marchés (développés et en développement); Producteurs (grands et petits); Les décideurs politiques, la société civile et les militants pour offrir une approche globale du paysage afin de gérer la production des produits.

La seule solution crédible à long terme pour les marchés définis par des millions de produits et de liens de chaîne d'approvisionnement différents, est une réglementation basée sur un paysage juridique solide. En effet, une approche publique forte de la réglementation a non seulement un mandat démocratique plus important, mais est aussi plus efficace que d'essayer de «réglementer en privé» des millions de produits et de matières premières.

Aussi la mise en œuvre de programmes ou d'initiatives faisant la promotion de modèles commerciaux innovants, pourraient représenter un terrain propice pour l'adoption des normes durables.

Afin de pouvoir trouver des pistes sur l'amélioration du processus de certification et d'une meilleure implication de tous les acteurs de la chaîne de Valeur, il nous est apparu propice d'organiser la Troisième Edition de ICC sous le thème « Au-delà de la Certification »

Bien qu'il n'existe aucune définition claire de l'expression « Au-delà de la certification », quelques exemples et solutions existent et pourraient constituer une base de réflexion pour l'atteinte des objectifs de la Conférence.

OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS

L'objectif général fixé par la conférence est de créer et pérenniser une plate-forme internationale d'échanges d'expériences des différents acteurs intervenant dans le processus de la certification et aussi de faire de la Côte d'Ivoire le pôle de réflexion de l'agriculture durable compte tenu des enjeux que représente l'agriculture dans son économie. La troisième édition de cette Conférence a pour but d'approfondir les discussions engagées lors d'ICC 2014 et 2015, et d'intégrer plus d'acteurs de la chaîne de valeur, notamment l'industrie et les pays consommateurs.

Objectifs Spécifiques

- Faire un état des lieux général de la certification
- Ressortir l'impact de la certification sur la commercialisation et l'accès aux marchés
- Impliquer l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur à une meilleure adhésion par la promotion des partenariats
- promouvoir le cadre légal et réglementaire
- Partager les expériences en matière de démarches innovantes

Résultats attendus :

- Une feuille de route est définie par les participants afin d'identifier et d'adresser les thématiques allant au-delà de la certification
- La certification devient un outil permettant la conformité aux critères pour l'accès au marché
- Une meilleure prise en compte de toutes les problématiques liées à l'agriculture durable dans l'élaboration des normes de certification

Thèmes

- **Partenariat Public-Privé**
 - Politiques nationales et régionales
- **Les défis de la transformation;**
- **Apport des entreprises de phyto dans la durabilité (entreprises phyto et durabilité)**
- **Aspects sociaux :**
 - Promotion du genre;
 - Droits des travailleurs
 - Travail des enfants
- **Commercialisation sud-sud;**
- **Changements climatiques;**
- **Rôle des structures d'audit;**
- **Sécurité alimentaire et Certification;**
- **Outils liés à la certification : Bancarisation;**
- **Renversement des capacités;**
- **Opportunités de marchés;**
- **Primes**
- **Impacts de la certification**

ORGANISATION

DEROULEMENT DES TRAVAUX

Les activités porteront sur des présentations inaugurales et des travaux en commissions thématiques ou panels.

L'animation de la Conférence sera assurée par des experts en durabilité et de personne ressources issues de structures impliquées dans les différents processus de certification.

Un modérateur sera désigné par Panel.

Les langues de travail seront l'anglais et le français.

PARTICIPANTS

Participants (liste non exhaustive) :

- Ministères techniques
- Organisations de producteurs
- Organismes de formation/audit
- Structure de financement
- ONG
- Organisations internationales et Partenaires au Développement
- Exportateurs
- Industriels
- ONG de consommateurs
- Organismes de certification



Du 26 au 28 Septembre 2017
AZALAÏ HOTEL ABIDJAN

- TRAVAUX EN ATELIERS ET EN PLÉNIÈRES,
- STANDS D'EXPOSITION,
- B2B,
- DÎNER GALA



Contacts info

- + 225 22 41 56 60
- + 225 48 09 44 77
- + 225 59 74 13 03

info@icconference.org
www.icconference.org



selon les derniers rapports annuels des organismes de certification.

Environ 30 000 producteurs ivoiriens de coton sont engagés dans un processus de certification durable.

La Conférence Mondiale sur le Cacao tenue à Abidjan en novembre 2012 a favorisé la rencontre des acteurs qui ont pu débattre spécifiquement sur la certification du cacao qui représente plus de 70% des volumes mondiaux de produits certifiés. Malheureusement des réponses adéquates n'ont pas été apportées aux préoccupations brûlantes des acteurs présents. Les conclusions de la dite conférence ont invité les acteurs à poursuivre les réflexions sur la certification.



ICC 2017

INTERNATIONAL
CERTIFICATION
CONFERENCE

Contacts info



+ 225 22 41 56 60



+ 225 48 09 44 77

+ 225 59 74 13 03

info@icconference.org
www.icconference.org